

Trente ans après Barcelone, la relation UE-Maghreb reste asymétrique et plus fragile que jamais. Une nouvelle vision stratégique et construite sur la réciprocité est nécessaire.

Youssef Cherif, directeur du Columbia Global Center de Tunis.

REDÉFINIR LES RELATIONS UE-MAGHREB

Contre les aspirations de ses premiers signataires, le 30^{ème} anniversaire du Processus de Barcelone a trainé plus d'éloges funèbres que de célébrations. Malgré les initiatives de l'Union pour la Méditerranée (UpM) pour dynamiser le processus depuis 2008, ou le Nouveau Pacte pour la Méditerranée dévoilé par l'Union européenne (UE) en 2025, le Processus de Barcelone reste peu convaincant. En effet, en 1995, on promettait la paix, la stabilité, le développement, la prospérité, et un dialogue Nord/Sud décolonisé et décomplexé. Or, c'est un tableau complètement opposé qui se dresse aujourd'hui.

Est-ce la faute de l'UpM, de l'UE, ou des États qui gouvernent les côtes méditerranéennes ? Pas uniquement. Le climat, tant atmosphérique que géopolitique, a connu de grands revirements. La technologie a rendu nombre de concepts désuets, et elle a éveillé des pulsations identitaires et historiques qu'on pensait révolues. La migration de masse et le terrorisme globalisé sont deux constantes. C'est la somme de ces points qui explique le résultat actuel. Le partenariat se retrouve plus fragile que jamais.

Comment, dans ce climat délétère, les pays du Maghreb et ceux du Sud de l'Europe peuvent-ils repenser leur relation pour répondre aux aspirations mutuelles ?

Pour ce faire, il faut garder le dialogue ouvert et éviter l'engrenage qui a eu lieu au Sahel ; se focaliser sur le partiel plutôt que sur le total ; créer des projets à l'impact visible et rapide ; et, enfin, explorer le futur autant que le passé.

LE CHEMIN DEPUIS BARCELONE

Il faut cependant nuancer la critique. Plusieurs étapes majeures ont été accomplies en 30 années, comme la création de multiples instruments de coopération (accords d'association entre l'UE et la plupart des pays du Sud méditerranéen ; instruments financiers ; Politique Européenne de Voisinage – pour les relations de l'UE avec ses voisins ; UpM ; etc.). Ceci a révolutionné les échanges commerciaux, la mobilité de cadres et des étudiants (du Sud vers le Nord), et la formation de chercheurs, étudiants, artistes, et autres (du Nord vers le Sud). Ça a aussi conduit à l'amélioration de l'infrastructure (au Sud), à des partenariats industriels, énergétiques, et dans bien d'autres domaines.

Il est clair que les deux régions ont beaucoup à gagner en travaillant ensemble. Il y a le dossier primordial de la sécurité énergétique, qui va de soi avec la transition écologique : le Maghreb a le potentiel d'offrir l'essentiel de la matière première (gaz, énergie solaire, énergies renouvelables), et tout à gagner en coopérant avec le Nord, pour l'adaptation et la résilience aux effets du réchauffement et la désertification.

Réguler la migration pourrait aussi être bénéfique pour les deux parties. Les pays du Nord ont intérêt à recevoir une migration qualifiée et garder une diaspora prospère qui consoliderait les ponts avec le Sud. Les pays du Maghreb, quant à eux, veulent les fonds transférés par leur diaspora. Ils demandent aussi plus de programmes de formation pour leurs cadres, chercheurs et étudiants, qui ont besoin d'une voie légale pour se rendre de leurs villes aux centres de formation européens.



Manifestations organisées par GenZ 212, réclamant « la justice sociale » et « la lutte contre la corruption ». Maroc, octobre 2025. /ABU ADEM MUHAMMED/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

Au niveau de l'économie, comme le montrent les chiffres de ces 30 dernières années, les relations Europe-Maghreb ont un potentiel important. À part l'essor exponentiel de l'import et de l'export, l'échange a conduit à plus de connectivité et, pour le Maghreb, une mise à niveau des infrastructures, et une digitalisation accélérée.

Sur les plans politique et sécuritaire, le Maghreb fait face à une instabilité difficile à maîtriser. Entre le conflit libyen et celui du Sahel, auxquels s'ajoutent les problèmes du terrorisme, de la drogue, et de la traite des êtres humains, le besoin d'un appui militaire et sécuritaire externe reste fort. L'UE, à travers ses programmes propres, ceux de ses États membres, et souvent en partenariat avec l'OTAN, reste un partenaire clé.

Et il y a enfin les valeurs et les relations peuple-à-peuple. Même si les régimes maghrébins se soucient peu des questions de droits de l'homme et de démocratie, nombre de leurs citoyens les demandent. La société civile maghrébine trouve souvent une échappatoire en Europe, auprès des gouvernements et de la société civile, loin du glaive de leurs régimes. La jeunesse maghrébine, majoritaire en nombre mais minoritaire au pouvoir, représente le futur de la région. Et au vu du manque d'initiatives locales pour la développer, les programmes européens d'incitation de la jeunesse seront toujours les bienvenus. Pour l'Europe, le Maghreb reste

La société civile maghrébine trouve souvent une échappatoire en Europe. Face au manque d'initiatives locales en faveur de son développement, les programmes européens de soutien à la jeunesse seront toujours les bienvenus

une zone où le pouvoir normatif a encore des chances d'avancer. Quant aux entreprises privées, maghrébines ou européennes, elles ont intérêt à prospérer sous des régimes plus transparents et moins autoritaires.

Mais la nuance ne doit pas occulter les défaillances. Il y a d'abord une dépendance fulgurante dans les échanges, où le Vieux Continent reste le moteur et le chef d'orchestre, reléguant le Sud au statut de suiveur. Et même si cette situation est le fruit de plusieurs facteurs et non d'un complot – comme certains se plaisent à croire –, elle reste problématique. De plus, une partie des grands investissements européens au Maghreb sont le fruit d'accords bilatéraux, et non le travail de l'UpM ou des institutions de Bruxelles. Le citoyen maghrébin – comme européen – n'a pas senti de transformation économique avec le Processus de Barcelone.

La politique européenne envers le Sud méditerranéen est régie, 'de facto', non pas par Bruxelles mais par les capitales du Sud de l'Europe, chaque pays ayant ses priorités et se montrant opportuniste et tactique dans sa manière de les gérer

Ensuite, les programmes d'échange et de formation n'ont abouti qu'à des progrès minimes au niveau du respect des droits humains et de l'État de droit. Les États restent autoritaires et violents, et la société civile faible et isolée. Les ONGs tunisiennes ou marocaines, par exemple, sont dépendantes de l'argent européen, et peu influentes sur le terrain. Quant aux idéaux de paix, d'égalité, et de convivialité, ils restent mornes face aux réalités de la guerre, du racisme, et du recroquevillement de la Forteresse Europe. Il est vrai que le nombre de migrants maghrébins a augmenté en Europe, mais au prix de difficultés de taille et de grands sacrifices pour les migrants et leurs familles. L'Europe a voulu faire de la rive sud son reflet de miroir en termes de gouvernance, au nom de ce pouvoir normatif qu'elle brandit. Mais elle a échoué.

UN CHEMIN SEMÉ D'EMBUCHES

Ainsi, les défis restent nombreux. Pour commencer, la politique européenne envers le Sud méditerranéen est régie, *de facto*, non pas par Bruxelles mais par les capitales du Sud de l'Europe. La proximité géographique, les pressions migratoires, le poids de la diaspora et de l'histoire, ainsi que les intérêts économiques et sécuritaires, font que la politique méditerranéenne soit l'apanage des pays sud-européens, surtout la France, l'Italie, l'Espagne, et dans une certaine mesure la Grèce, le Portugal et Malte. L'approche diverge, chaque nation ayant ses priorités et se montrant opportuniste et tactique dans sa manière de les gérer, ce qui va à l'encontre d'une vision stratégique et consensuelle telle qu'énoncée par Bruxelles ou Barcelone.

Ainsi, par exemple, lors de la signature du Mémoire d'Entente (MdE) de 2023 entre la Tunisie et l'UE, plusieurs États-membres se sont opposés et des réunions houleuses ont eu lieu dans les instances européennes. Le fait que le MdE néglige la question des droits humains, sa nature transactionnelle, ainsi que la manière presque unilatérale dont il a été rédigé vont à l'encontre des positions de certains pays du Nord de l'Europe. Il n'empêche, le MdE est passé ; l'Italie, force motrice derrière ce document, a primé. Par ailleurs, alors que la coopération entre l'Algérie et la France recule, Rome devient un partenaire privilégié d'Alger. De même, lorsque les relations entre le Maroc et la France se fissurent, c'est l'Espagne qui récolte les dividendes.

Cette fragmentation de la position européenne, qui s'accompagne d'une compétition continue, rend les relations entre les deux rives plus complexes.

Du côté maghrébin, les divisions entre les pays sont encore plus accentuées : le Maghreb reste la région la moins intégrée au monde ; l'Algérie et le Maroc se mènent une guerre froide ; la Tunisie semble avoir pris le parti de l'Algérie sur la question du Sahara Occidental et a donc irrité le Maroc ; tandis que la Libye continue d'être divisée ; et la Mauritanie se tourne de plus en plus vers l'Afrique de l'Ouest. Dans ce contexte, l'Union du Maghreb Arabe, sensée être l'*alter ego* de l'UE, est un ensemble vide dont le secrétaire général peine même à conserver son rôle cérémonial.

À ces problèmes structurels se juxtapose une donnée nouvelle qui caractérise la politique dans les deux rives : le populisme. Bien qu'ayant toujours existé, ce mode de gouvernance semble avoir le vent en poupe. Entre populistes putschistes au Sud et populistes élus au Nord, il y a des traits communs. Ils aliènent l'autre et le diabolisent, faisant monter la polarisation à des niveaux extrêmes ; ils appellent à une souveraineté archaïque et opèrent un révisionnisme historique constant ; ils affichent une xénophobie sans limite ; ils foncent sans autocritique ; et leur approche se base sur une utilisation excessive des réseaux sociaux et la création d'un public crédule ayant sa propre réalité alternative. Dans ce jeu pervers, le grand autre pour le Nord populiste sont les Maghrébins et leurs pays ; et réciproquement, pour le Maghreb populiste, l'autre est l'Europe et ses ressortissants.

Il y a aussi un nouveau vent de souveraineté qui frappe la rive sud et qui accompagne ce populisme. Les États perçoivent de plus en plus mal les conditionnalités européennes, perçues ouvertement comme de l'ingérence. Des voix critiques des inégalités économiques, financières, technologiques, et scientifiques se font entendre à tous les échelons de la société. Les États du Maghreb semblent, comme leurs voisins du Sahel, avoir une volonté croissante de définir leurs propres termes du partenariat. Et comme les États du Sahel qui, malgré une dépendance économique et militaire forte à l'Europe, s'en sont détournés, les États du Maghreb pourraient emprunter cette voie.

En même temps, d'autres joueurs arrivent. La Chine et la Russie, mais aussi la Turquie, les États du Golfe, et même l'Inde et la Corée du Sud. Ceux-ci offrent une alternative politique et économique aux pays du Maghreb, à l'image de ce qui s'est passé au Sahel. Leur arrivée s'accompagne d'une campagne soutenue de relations publiques, via media, réseaux d'influence et réseaux sociaux. Pour les Maghrébins, l'Europe n'est plus l'allié par défaut ; il existe une panoplie de choix. Ceci permet aux populistes du Sud de montrer à leurs populations qu'ils vont voir ailleurs, et aux populistes du Nord de pointer aux différences culturelles et idéologiques avec leurs voisins du Sud.

Du coup, les États d'Afrique du Nord saisissent qu'ils comptent désormais davantage pour l'UE que l'Union n'en compte pour eux. Le Maroc, la Tunisie, et la myriade d'acteurs libyens savent qu'ils contrôlent les portes de la migration vers l'Europe, et que ce dossier est des plus pressants pour les décideurs européens. L'Algérie

voit qu'en l'absence du gaz russe, ce sont ses ressources que les Européens convoitent le plus. Par contre, tout ce que peut offrir l'UE au Maghreb est disponible auprès des autres partenaires. Ainsi, le Maroc peut retirer ses ambassadeurs et abroger les conventions quand la pression issue de l'UE augmente ; de même, l'Algérie peut faire chanter la France ou l'Espagne ; et pareillement, en Tunisie ou en Libye, il n'est pas rare que des officiels européens se fassent humilier.

Et, plus récemment, se pose le problème de la crédibilité que l'Europe a perdu. Sur le sujet de Gaza, et malgré ses critiques envers Israël, l'UE est perçue par une frange importante de la société et des dirigeants du Maghreb comme pro-israélienne et incohérente sur les droits humains. Gaza est souvent mise en contraste avec l'Ukraine. Cette dernière guerre produit une faible empathie au Maghreb, vue comme un conflit européen éloigné, et comme l'exemple même du « deux poids deux mesures » lorsqu'elle est comparée à la réaction à Gaza. Et pourtant, les États européens continuent de demander aux régimes maghrébins de les soutenir contre la Russie, se dépensent entièrement pour porter secours aux Ukrainiens, et semblent à la limite passifs face à Israël. Ainsi, le *soft power* européen s'érode et les critiques souverainistes et anti-occidentales augmentent.

Avec les attentes non satisfaites, il y a une crise de confiance qui s'installe, touchant gouverneurs et gouvernés. En 30 ans, les populations du Sud n'ont vu ni réformes, ni prospérité, ni résultats rapides visibles, et ce qui a été accompli a été éclaboussé durant la décennie 2010. Leurs régimes, eux, voient d'un œil de plus en plus sceptique les politiques du Nord, succombant aux théories du complot. Quant aux populations de l'Europe du Sud, elles font aussi face à un coût toujours plus élevé de la vie, et à des crises sécuritaires, politiques et identitaires qui semblent sans fin. Certains de leurs chefs politiques, tout aussi conspirationnistes et populistes, jettent une partie de la faute sur leurs homologues du Sud. La désinformation et la mésinformation, en partie russes, ne font qu'augmenter les déceptions des deux côtés.

PERSPECTIVES DE RENOUVELLEMENT

Mais ces deux régions sont limitrophes et le resteront. Décideurs européens et maghrébins devraient miser sur les secteurs qui fonctionnent, les renforcer, et en créer d'autres. Le dialogue, tout d'abord, devrait continuer. Que ce soit à travers des forums régionaux comme l'UpM ou le Dialogue 5+5, ou des conférences réunissant la société civile et les gouvernements comme les Med Dialogues d'ISPI ou la Conférence Annuelle de l'EuroMeSCo, ou d'autres instances alliant Nord et Sud et se focalisant sur l'espace Méditerranée. Tout le monde devrait s'asseoir sur la même table et discuter des intérêts communs et des points de tension.

Dans cette optique de dialogue, les partenariats entre collectivités locales, régions, et villes du Sud de l'Europe et du Maghreb devraient continuer et être revigorés. Ils sont moins politiques et plus techniques, donc moins contestables et plus effectifs. Cette coopération à petite échelle devrait dépasser le cadre folklorique et désuet des jumelages entre villes, et se focaliser sur les

La Chine et la Russie, mais aussi la Turquie, les États du Golfe, et même l'Inde et la Corée du Sud, offrent une alternative politique et économique aux pays du Maghreb, à l'image de ce qui s'est passé au Sahel

projets conjoints. Par exemple, les échanges entre responsables techniques, les discussions sur les bonnes pratiques et les menaces communes, etc. La Diplomatie des Villes sera le cadre adéquat pour cette relance.

Au Maghreb, l'UE devrait prioriser les projets concrets à l'impact visible pour les populations, comme ceux touchant à l'infrastructure, la santé, l'éducation, les transitions énergétique et numérique, l'eau, ou le climat. Bruxelles devrait aussi travailler sur la crédibilité de son discours sur les droits de l'homme et le droit international, à commencer par une cohérence dans ses positions entre l'Ukraine, Gaza, et le Maghreb. Quant aux régimes maghrébins, ils devraient se concentrer sur les atouts de leurs pays, en investissant dans l'énergie renouvelable, en ralliant leur diaspora qui se trouve en Europe, et en montrant au public européen ce que leurs pays sont capables d'offrir.

Par ailleurs, beaucoup de recherches se penchent sur le passé, soit pour réhabiliter le rôle du Nord dans la période coloniale (pour les États du Nord), soit pour accentuer les recettes de la rente coloniale (pour les États du Sud). D'autres se concentrent sur le présent et le court-terme, des dimensions souvent techniques et descriptives. Mais Européens et Maghrébins devraient faire un travail de projection, de prospective : à quoi pourrait ressembler une relation Maghreb-Sud Europe en 2035 si ces pistes de renouvellement sont mises en œuvre ? Ce travail mériterait d'être accompli avec un groupe de chercheurs et de praticiens des deux côtés. Une fois terminé, ses instigateurs devraient le présenter au grand public avec des moyens de dissémination de grande envergure. Ainsi, peut-être, le citoyen et le décideur méditerranéens comprendront l'importance de ces liens et cet ensemble.

CONCLUSION

Trente ans après Barcelone, la relation reste asymétrique et fragile. Les clivages liés aux droits de l'homme, à Gaza et à l'Ukraine ont accentué les différences. Les deux parties ont donc besoin d'un narratif renouvelé et cohérent, qui parle autant aux sociétés maghrébines et européennes qu'à leurs gouvernements. Il faut insister sur le besoin d'une nouvelle vision, pas seulement de court terme mais stratégique, et construite sur la réciprocité. Seulement ainsi les deux régions pourront passer à un partenariat équilibré, régionalement intégré, énergétiquement durable, et géopolitiquement solide. C'est d'une reconnaissance mutuelle de ses interdépendances que cette région a besoin./